



1808
1894

1^{er}

LIEUTENANT-GOUVERNEUR

du 1^{er} juillet 1867 au 11 février 1873



CENTRE DE QUÉBEC, ANO

S I R
NARCISSE-FORTUNAT
BELLEAU

DEVISE

Je veille

Fils du cultivateur Gabriel Belleau et de Marie de Kostka Hamel, Narcisse Belleau – le prénom Fortunat est ajouté plus tard – naît à Sainte-Foy le 20 octobre 1808 et est baptisé dans la paroisse de Notre-Dame de Québec. Belleau commence ses études classiques au Petit Séminaire de Québec en 1818 puis, en avril 1827, il entreprend son apprentissage en droit, notamment auprès de Joseph-François Perrault et d'Edward Burroughs, protonotaires à la Cour du banc du roi, et d'André-Rémi Hamel. Admis au Barreau du Bas-Canada en septembre 1832, il obtient ainsi sa commission d'avocat.

À peine entré dans la profession, il a l'occasion de se constituer une clientèle auprès des nombreuses familles vivant des problèmes de succession au moment où une épidémie de choléra frappe Québec. Ces clients de la première heure lui resteront longtemps fidèles. Nommé conseiller en loi de la reine le 18 décembre 1854, Belleau est élu bâtonnier du Barreau de Québec en mai 1857 et en 1858.

Tout en pratiquant le droit, Belleau s'engage dans le vaste monde de la politique. Ainsi devient-il conseiller municipal du quartier Saint-Jean, à Québec, du 9 février 1846 au 11 février 1850. On l'élit alors maire de la ville de Québec, fonction qu'il conserve jusqu'au 4 février 1853. À ce titre, Belleau s'occupe notamment de la construction d'un réseau municipal d'adduction et de distribution d'eau.

Il se présente également aux élections législatives de 1848 dans la circonscription de Portneuf. Candidat réformiste, hostile aux idées de Louis-Joseph Papineau, Belleau subit la défaite. Le 23 octobre 1852, le gouvernement Hincks-Morin le nomme conseiller législatif de la division de Québec. Belleau assume la présidence du Conseil du 26 novembre 1857 au 1^{er} août 1858 et du 7 août 1858 au 19 mars 1862. À ce titre, il occupe aussi un siège au Conseil exécutif dans le Cabinet Macdonald-Cartier jusqu'au 29 juillet 1858, puis du 6 août 1858 au 23 mai 1862 et du 6 août 1865 au 30 juin 1867.

En 1862, il est ministre de l'Agriculture et des Statistiques durant quelques mois. Trois ans plus tard, il forme un ministère avec John A. Macdonald et il occupe le poste de receveur général jusqu'au 1^{er} juillet 1867. La même année, Macdonald et Cartier recommandent sa nomination au Sénat pour représenter la division de Stadacona. Il démissionne cependant de ce poste avant la première Législature du Parlement canadien, en novembre, et accepte la haute charge de lieutenant-gouverneur.

Assermenté le 1^{er} juillet 1867, Narcisse-Fortunat Belleau devient le premier Canadien français à occuper une telle fonction depuis le marquis de Vaudreuil en 1755. Sa nomination est bien accueillie dans la plupart des milieux. Le *Courrier du Canada* du 3 juillet 1867 considère ce geste



NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU, MAIRE DE QUÉBEC DE 1850 À 1853.

[...] non seulement comme un acte de justice, mais encore un acte de sagesse. C'est un acte de justice, parce que personne plus que le nouveau gouverneur n'avait de droits acquis à ce poste : c'est un acte de sagesse, parce que le nouveau gouverneur possède à un haut degré ce caractère conciliant si indispensable à un chef qui a à gouverner des hommes de différentes races et de différentes croyances religieuses.

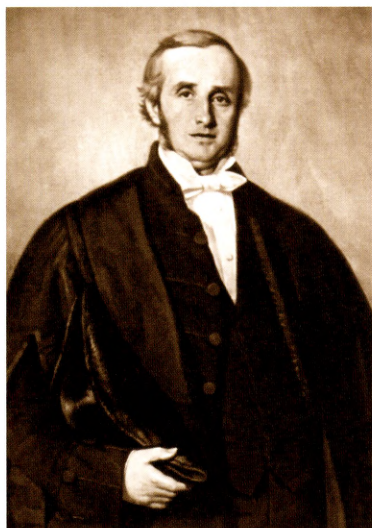
Le juge Adolphe-Basile Routhier marque l'importance de cette nomination dans un passage d'un poème :

*Et l'homme qu'on acclame, il est de notre race,
Des enfants du pays le premier gouverneur !
Il est monté d'en bas à la première place,
Et sans avoir trahi ni la foi, ni l'honneur !*

Stanislas Drapeau écrit, bien après la retraite de Belleau de la vie publique, qu'il possédait une « clairvoyance politique » à laquelle les premiers ministres pouvaient se fier. Bref, écrit-il en 1883, « quoique ayant cessé de se mêler de politique active, il continue d'être entouré de la considération générale, de l'estime et du respect des habitants des diverses nationalités dont se compose la province de Québec ».

En provenance d'Ottawa, Belleau arrive dans la capitale québécoise le 4 juillet 1867. Une garde d'honneur l'accueille et une salve d'artillerie est tirée pour le saluer. Le maire de la capitale, Joseph-Édouard Cauchon, se rend le lendemain au parlement afin de prononcer un discours de bienvenue et de félicitations au lieutenant-gouverneur. Pendant les jours qui suivent, plusieurs représentants des milieux municipal, économique, judiciaire et religieux font de même.

Représentant de la reine Victoria et chef de l'État québécois, Belleau inaugure chacune des tâches dévolues au lieutenant-gouverneur et tente de rapatrier au Québec certains pouvoirs non prévus dans la Constitution et qu'Ottawa cherche à s'attribuer. Il porte une attention particulière



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

aux relations extérieures et entretient des rapports suivis et cordiaux avec le corps diplomatique et consulaire de Québec.

Le mandat de sir Narcisse-Fortunat Belleau se termine le 11 février 1873. Les autorités recourent toutefois de nouveau à lui, en 1885 et en 1890, en tant qu'administrateur de la province de Québec. Il remplace le lieutenant-gouverneur alors dans l'incapacité d'exercer ses fonctions. Âgé de 85 ans et 10 mois, il décède à Québec le 14 septembre 1894. En annonçant sa mort, *La Minerve* de Montréal qualifie sa carrière politique comme « l'une des plus remarquables du Canada ».

Pendant sa longue vie, Belleau assume aussi les fonctions d'administrateur et de directeur de la Banque de Québec de 1848 à 1893. Le 1^{er} juin 1853, il devient le premier président de la Compagnie de chemin de fer de la Rive-Nord. Il reçoit plusieurs titres et les décorations qui les accompagnent. Le prince de Galles – futur Édouard VII, alors en visite au Canada – le fait d'abord chevalier de Saint-Michel et Saint-George le 21 août 1860. Cet honneur est attribué à ceux qui se distinguent pour les services rendus à la couronne dans le domaine des affaires étrangères. L'Espagne le fait ensuite commandeur grand officier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique en décembre 1871. Enfin, le marquis de Lorne, gouverneur général du Canada depuis l'automne 1878, lui confère la dignité de commandeur de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George le 24 mai 1879.

Narcisse-Fortunat Belleau avait épousé Marie-Reine-Josephite Gauvreau, fille de Louis Gauvreau, marchand et membre de l'Assemblée législative, et de sa seconde épouse, Josette Vanfelson. Le mariage fut célébré dans la paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption, à Berthier, le 15 septembre 1835. Aucun enfant ne naquit de cette union.



ANC

LA POLITIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA

PRÉSENCE TOPONYMIQUE

DU 1^{er} JUILLET 1867 AU 11 FÉVRIER 1873⁴

1^{er} juillet 1867

Naissance du Canada. L'Ontario, la Nouvelle-Écosse, le Québec et le Nouveau-Brunswick entrent dans la Confédération. John A. Macdonald devient premier ministre du Canada.

Canton de Belleau, proclamé le 4 juillet 1868, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Shawinigan

Rue Belleau, à Gatineau

Rue Belleau, à Québec

Rue Belleau, à Sherbrooke

Terrasse Belleau, à Longueuil

15 juillet 1867

Pierre-Joseph-Olivier Chauveau devient premier ministre du Québec.

Août-septembre 1867

Élections générales fédérales et provinciales simultanées. Au Québec, victoire du Parti conservateur de P.-J.-O. Chauveau.

2 novembre 1867

Nomination des 24 premiers conseillers législatifs, tous conservateurs.

27 décembre 1867

Ouverture de la première session à Québec.

15 juillet 1870

Le Manitoba devient la cinquième province du Canada.

Juin-juillet 1871

Réélection du Parti conservateur de P.-J.-O. Chauveau aux élections provinciales.

19 juillet 1871

La Colombie-Britannique devient la sixième province du Canada.

3 septembre 1872

Victoire du Parti conservateur de John A. Macdonald aux élections fédérales.

4. Les chronologies politiques et les renseignements toponymiques contenus dans chacune des biographies des lieutenants-gouverneurs ne sont cités qu'à titre de repères des principaux événements de l'époque et des lieux évoquant la mémoire des représentants de la couronne. Ces listes ne sont nullement exhaustives.